

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.067/2
DU 4 AVRIL 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Ministre de la Justice, le 8 mars 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif aux armes à feu d'intérêt historique, folklorique ou décoratif et aux armes à feu rendues inaptes au tir », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DE L'ARRÊTÉ EN PROJET

Il résulte de l'article 1^{er} de l'arrêté en projet que des armes à feu d'intérêt historique, folklorique ou décoratif, définies comme telles par le Roi en application de l'article 3, § 2, 2^o, de la loi 'sur les armes' et actuellement reprises à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 'relatif aux armes à feu d'intérêt historique, folklorique ou décoratif et aux armes à feu rendues inaptes au tir', ne seront, dès l'entrée en vigueur du projet d'arrêté présentement examiné, plus considérées comme des armes en vente libre au sens de l'article 3, § 2, de la loi sur les armes.

Il s'ensuit qu'étant des armes à feu, elles seront en droit soumises à autorisation en vertu de l'article 3, § 3, 1^o, de la loi sur les armes.

Pour éviter que les personnes concernées doivent temporairement se dessaisir de leurs armes dans l'attente de l'obtention d'une autorisation préalable sollicitée en application de l'article 11, § 1^{er}, de la loi sur les armes, l'article 2, alinéa 1^{er}, en projet met en place un régime spécifique qui leur permet de conserver lesdites armes dans l'attente de l'obtention de l'autorisation.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Une loi du 30 juillet 2010, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2011¹, a inséré dans la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' des dispositions relatives à l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable.

Le législateur a défini l'« évaluation d'incidence » comme étant « l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, c'est-à-dire la méthode permettant

¹ Selon son article 4, la loi du 30 juillet 2010 'modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, en ce qui concerne l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable' « entre en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* ». Cette publication étant intervenue le 14 octobre 2010, il en résulte que la loi du 30 juillet 2010 est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2011.

d'étudier les éventuels effets sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que les effets sur les recettes et les dépenses de l'Etat, à court, à moyen et à long terme, en Belgique et à l'étranger, d'une politique proposée avant que la décision finale ne soit prise » ².

Le système suivant a été mis en place :

a) en principe, tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence ³ ; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres ⁴, qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, n'a pas été pris ;

b) lorsqu'il apparaît, au terme de l'examen préalable, qu'une évaluation d'incidence est requise, il doit alors être procédé à ladite évaluation ⁵ ;

c) le respect de la procédure ainsi prescrite conditionne, selon le cas, le dépôt du projet de loi devant les Chambres législatives, l'adoption du projet d'arrêté royal ou l'approbation du projet de décision par le Conseil des ministres ⁶.

En l'espèce, comme l'a confirmé le fonctionnaire délégué, le projet d'arrêté n'a pas donné lieu à l'accomplissement de la procédure décrite ci-avant, plus spécialement de l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence.

L'auteur du projet d'arrêté veillera à l'accomplissement de cette formalité.

2. L'article 2, alinéa 2, du projet d'arrêté trouve son fondement légal dans l'article 35, 7°, de la loi 'sur les armes'.

En vertu de l'article 37, alinéa 2, de la même loi, tout projet d'arrêté pris en exécution de cette disposition doit être soumis à l'avis du Conseil consultatif des armes.

En l'espèce, comme l'a confirmé le fonctionnaire délégué, le Conseil consultatif des armes n'a pas été consulté.

² Article 2, 9°, de la loi du 5 mai 1997.

³ Article 19/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997. L'article 19/1, § 2, de la loi du 5 mai 1997 charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

⁴ Article 19/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997.

⁵ Article 19/2 de la loi du 5 mai 1997. Cette disposition charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de l'évaluation d'incidence. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

⁶ Article 19/3 de la loi du 5 mai 1997.

L'auteur du projet d'arrêté veillera également à l'accomplissement de cette formalité.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Comme indiqué dans l'observation n° 2 faite à propos des formalités préalables, l'article 2, alinéa 2, du projet d'arrêté trouve son fondement légal dans l'article 35, 7°, de la loi sur les armes.

Cette dernière disposition doit donc être également visée à l'alinéa 1^{er} du préambule.

2. Le préambule sera complété par la mention de l'avis du Conseil consultatif des armes avec sa date lorsque cette formalité aura été accomplie.

3 L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État doit être mentionné comme suit :

« Vu l'avis 51.067/4 du Conseil d'État, donné le 4 avril 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » ⁷.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'article en projet abroge l'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 'relatif aux armes à feu d'intérêt historique, folklorique ou décoratif et aux armes à feu rendues inaptes au tir'.

En conséquence, il y a également lieu d'abroger l'annexe de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 qu'annonce l'article 1^{er}, 3°, à savoir l'annexe 1.

Le projet d'arrêté sera complété sur ce point.

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

Article 2

Le régime que met en place l'alinéa 1^{er}, tel qu'il a été décrit lors de l'examen de la portée du projet d'arrêté, ne peut trouver un fondement légal suffisant dans aucune des dispositions invoquées dans le préambule de l'arrêté en projet, même tel que complété à la suite du présent avis.

En effet, cet alinéa méconnaît plusieurs dispositions de la loi sur les armes, ce que n'autorisent pas les habilitations conférées au Roi par les dispositions visées au préambule :

1° établir un mécanisme en vertu duquel, en cas de déclaration, auprès de la police locale, d'une arme à feu qui, suite à l'application de l'arrêté en projet, n'est plus en vente libre, la police délivre au détenteur un « document modèle n° 6 valant comme titre de détention provisoire » jusqu'à la délivrance d'une autorisation de détention d'une arme à feu, puis transmet une demande d'autorisation au gouverneur, ne se concilie pas avec le principe, consacré par l'article 11, § 1^{er}, de la loi sur les armes, selon lequel la détention d'une arme à feu soumise à autorisation est interdite sans une autorisation préalable délivrée par le gouverneur ou, dans l'hypothèse visée au paragraphe 2 du même article, par le Ministre de la Justice ;

2° prévoir que les personnes détenant des armes à feu qui, suite à l'application de l'arrêté en projet, ne sont plus en vente libre, « sont censé[s] les détenir avec l'intention de collectionner comme motif légitime », méconnaît le principe, résultant de l'article 11, § 3, 9°, de la loi sur les armes, selon lequel l'appréciation du point de savoir s'il existe un motif légitime pour la détention d'une arme à feu faisant l'objet d'une demande d'autorisation doit se faire cas par cas, en fonction du motif indiqué dans la demande d'autorisation ;

3° énoncer que « l'autorisation (...) ne sera refusée que s'il existe du danger pour l'ordre public » viole le principe, consacré par l'article 11, § 3, de la loi 'sur les armes', selon lequel l'autorisation n'est accordée qu'aux personnes satisfaisant aux diverses conditions qu'énumère cette disposition ;

4° instaurer un régime de « gratuité » de l'autorisation est incompatible avec l'article 51, 1°, de la loi sur les armes, qui fixe à 85 euros le montant forfaitaire de la redevance à payer pour toute autorisation de détention d'une arme.

Par ailleurs, l'article 11/2, alinéa 1^{er}, de la loi 'sur les armes' ne peut trouver à s'appliquer puisque la demande d'autorisation qu'il vise devait être introduite dans les deux mois de son entrée en vigueur et que l'arme concernée est, en application de l'article 11/1, alinéa 1^{er}, de la même loi, celle pour laquelle une autorisation n'était pas requise avant

l'entrée de la présente loi. Comme cela résulte en effet des travaux préparatoires, ces dispositions constituent deux régimes transitoires échus⁸.

En outre, l'article 17, alinéa 1^{er}, de la loi 'sur les armes', dont le texte en projet s'inspirerait selon le fonctionnaire délégué, ne peut davantage fournir un fondement juridique au texte en projet, puisqu'il s'applique dans une autre hypothèse, à savoir lorsqu'un arrêté royal est pris en exécution de l'article 3, § 3, 2^o, de la loi sur les armes, laquelle disposition vise d'autres armes que les armes à feu et n'est donc pas susceptible d'être appliquée à la situation présentement examinée, fût-ce par analogie.

À défaut de fondement juridique suffisant, l'alinéa 1^{er} doit donc être omis.

Article 3

Selon la disposition à l'examen, l'arrêté en projet est appelé à entrer en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

⁸ *Doc. parl.*, Chambre, n° 2007-2008, n° 474/6, p. 24.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
Mesdames	A. WEYEMBERGH,	assesseur de la section de législation,
	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été rédigé par M. B. JADOT, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.067/2
VAN 4 APRIL 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 8 maart 2012 door de Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de vuurwapens met historische, folkloristische of decoratieve waarde en de vuurwapens die voor het schieten onbruikbaar zijn gemaakt”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET ONTWORPEN BESLUIT

Uit artikel 1 van het ontworpen besluit volgt dat vuurwapens met een historische, folkloristische of decoratieve waarde die als zodanig bepaald zijn door de Koning met toepassing van artikel 3, § 2, 2°, van de wapenwet, en die thans vermeld staan in artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 september 1991 ‘betreffende de vuurwapens met historische, folkloristische of decoratieve waarde en de vuurwapens die voor het schieten onbruikbaar zijn gemaakt’, vanaf de inwerkingtreding van het ontwerpbesluit dat thans voorligt, niet meer zullen worden beschouwd als vrij verkrijgbare wapens in de zin van artikel 3, § 2, van de wapenwet.

Doordat ze vuurwapens zijn, volgt daaruit dat ze rechtens vergunningsplichtig zullen zijn krachtens artikel 3, § 3, 1°, van de wapenwet.

Om te voorkomen dat de betrokkenen tijdelijk afstand zouden moeten doen van hun wapens in afwachting van het verkrijgen van een voorafgaande vergunning, aangevraagd met toepassing van artikel 11, § 1, van de wapenwet, wordt bij artikel 2, eerste lid, van het ontwerp een specifieke regeling ingevoerd op grond waarvan zij de voornoemde wapens kunnen behouden in afwachting van het verkrijgen van de vergunning.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Bij een wet van 30 juli 2010, die op 1 oktober 2011 in werking is getreden¹, zijn in de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ bepalingen betreffende de duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling ingevoegd.

¹ Volgens artikel 4 van de wet van 30 juli 2010 ‘tot invoering van een duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling in de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ “treedt (deze wet) in werking op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*”. Doordat de wet van 30 juli 2010 is bekendgemaakt op 14 oktober 2010, volgt daaruit dat deze wet in werking is getreden op 1 oktober 2011.

De wetgever heeft de “effectbeoordeling” gedefinieerd als “duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling, zijnde de methode voor het bestuderen van mogelijke sociale, economische en leefmilieueffecten, alsmede de effecten op de inkomsten en de uitgaven van de Staat, van een voorgesteld beleid op korte, middellange en lange termijn in en buiten België vooraleer de uiteindelijke beslissing wordt genomen”².

In dat kader is de volgende regeling ingevoerd:

a) in principe moet elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd aanleiding geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren³; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad⁴, welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is;

b) wanneer uit het voorafgaand onderzoek blijkt dat een effectbeoordeling vereist is, dient de voormelde beoordeling te worden uitgevoerd⁵;

c) de naleving van de aldus voorgeschreven procedure is een voorwaarde, naargelang het geval, voor het indienen van een wetsontwerp bij de Wetgevende Kamers, voor het uitvaardigen van een koninklijk besluit of voor het goedkeuren van een voorstel van beslissing door de Ministerraad⁶.

Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd, heeft het ontwerpbesluit *in casu* geen aanleiding gegeven tot het volgen van de hiervoren beschreven procedure, meer in het bijzonder tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren.

De steller van het ontwerpbesluit dient ervoor te zorgen dat dit vormvereiste vervuld wordt.

² Artikel 2, 9°, van de wet van 5 mei 1997.

³ Artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997. Bij artikel 19/1, § 2, van de wet van 5 mei 1997 wordt de Koning ermee belast dat voorafgaand onderzoek te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is nog geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

⁴ Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de wet van 5 mei 1997.

⁵ Artikel 19/2 van de wet van 5 mei 1997. Bij deze bepaling wordt de Koning ermee belast de effectbeoordeling te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

⁶ Artikel 19/3 van de wet van 5 mei 1997.

2. De rechtsgrond van artikel 2, tweede lid, van het ontwerpbesluit is te vinden in artikel 35, 7°, van de wapenwet.

Krachtens artikel 37, tweede lid, van die wet moeten alle ontwerpen van besluit genomen ter uitvoering van die bepaling voor advies worden voorgelegd aan de Adviesraad voor wapens.

Zoals de gemachtigde ambtenaar bevestigd heeft, is de Adviesraad voor wapens *in casu* niet om advies verzocht.

De steller van het ontwerpbesluit dient er eveneens voor te zorgen dat dit vormvereiste vervuld wordt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Zoals aangegeven is in opmerking nr. 2 die in verband met de voorafgaande vormvereisten is gemaakt, is de rechtsgrond van artikel 2, tweede lid, van het ontwerpbesluit te vinden in artikel 35, 7°, van de wapenwet.

Naar die bepaling behoort dus eveneens te worden verwezen in het eerste lid van de aanhef.

2. De aanhef dient te worden aangevuld met de vermelding van het advies van de Adviesraad voor wapens, met opgave van de datum ervan, wanneer dat vormvereiste vervuld zal zijn.

3. Het lid betreffende het advies van de Raad van State behoort als volgt te worden gesteld:

“Gelet op advies 51.067/4 van de Raad van State, gegeven op 4 april 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”⁷.

DISPOSITIEF

Artikel 1

⁷ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

Bij het ontworpen artikel wordt artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 20 september 1991 ‘betreffende de vuurwapens met historische, folkloristische of decoratieve waarde en de vuurwapens die voor het schieten onbruikbaar zijn gemaakt’ opgeheven.

Bijgevolg behoort ook te worden overgegaan tot de opheffing van de bijlage bij het koninklijk besluit van 20 september 1991 die in artikel 1, 3°, wordt aangekondigd, namelijk bijlage 1.

Het ontwerpbesluit dient op dit punt te worden aangevuld.

Artikel 2

Voor de regeling die bij het eerste lid ingevoerd wordt, zoals die beschreven is bij het onderzoek van de strekking van het ontwerpbesluit, is geen toereikende rechtsgrond te vinden in enige bepaling waarnaar verwezen wordt in de aanhef van het ontworpen besluit, zelfs niet zoals aangevuld ten gevolge van dit advies.

Dit eerste lid schendt immers verscheidene bepalingen van de wapenwet en is in strijd met de bevoegdheden die aan de Koning opgedragen zijn bij de bepalingen waarnaar in de aanhef verwezen wordt:

1° het invoeren van een regeling waarbij, ingeval bij de lokale politie aangifte wordt gedaan van een vuurwapen dat als gevolg van de toepassing van het ontworpen besluit niet langer vrij verkrijgbaar is, de politie aan degene die dat wapen voorhanden heeft “een document model nr. 6” afgeeft “dat geldt als voorlopige bezitstitel” tot de afgifte van een vergunning voor het voorhanden hebben van een vuurwapen, en vervolgens aan de gouverneur een vergunningsaanvraag stuurt, is onbestaanbaar met het beginsel vastgelegd in artikel 11, § 1, van de wapenwet, dat het zonder een voorafgaande vergunning, verleend door de gouverneur of, in het geval bedoeld in paragraaf 2 van datzelfde artikel, door de minister van Justitie, verboden is een vergunningsplichtig vuurwapen voorhanden te hebben;

2° bepalen dat personen die vuurwapens voorhanden hebben die als gevolg van de toepassing van het ontworpen besluit niet langer vrij verkrijgbaar zijn, “geacht [worden] ze voorhanden te houden met de intentie te verzamelen als wettige reden”, schendt het beginsel dat voortvloeit uit artikel 11, § 3, 9°, van de wapenwet, volgens welk artikel de vraag of er een wettige reden bestaat voor het voorhanden hebben van een vuurwapen waarvoor een vergunning aangevraagd is, geval voor geval moet worden beoordeeld, in het licht van de reden die in de vergunningsaanvraag is vermeld;

3° bepalen dat de vergunning alleen “zal (...) worden geweigerd als er gevaar voor de openbare orde bestaat”, schendt het beginsel vastgelegd in artikel 11, § 3, van de wapenwet, dat de vergunning slechts wordt verleend aan personen die voldoen aan de onderscheiden voorwaarden die in die bepaling opgesomd worden;

4° dat een regeling van een “kosteloze” vergunning ingevoerd wordt, is onbestaanbaar met artikel 51, 1°, van de wapenwet, waarin het forfaitair bedrag van de retributie die moet worden betaald voor elke vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen op 85 euro wordt vastgesteld.

Overigens kan artikel 11/2, eerste lid, van de wapenwet geen toepassing vinden, aangezien de vergunningsaanvraag waarop die bepaling betrekking heeft binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dat artikel ingediend moest zijn en het wapen in kwestie met toepassing van artikel 11/1, eerste lid, van die wet een wapen is waarvoor geen vergunning vereist was vóór de inwerkingtreding van de wet. Zoals immers uit de parlementaire voorbereiding blijkt, houden deze bepalingen twee overgangsregelingen in die thans geen gevolg meer sorteren.⁸

Bovendien kan artikel 17, eerste lid, van de wapenwet, waarbij de ontworpen tekst volgens de gemachtigde ambtenaar zou aanhaken, evenmin een rechtsgrond opleveren voor de ontworpen tekst, aangezien die bepaling van toepassing is in een ander geval, namelijk wanneer een koninklijk besluit wordt genomen ter uitvoering van artikel 3, § 3, 2°, van de wapenwet, welke bepaling betrekking heeft op andere wapens dan vuurwapens en dus niet kan worden toegepast op de thans onderzochte situatie, zelfs niet bij analogie.

Bij ontstentenis van toereikende rechtsgrond, dient het eerste lid dan ook te vervallen.

Artikel 3

Volgens de voorliggende bepaling is het de bedoeling dat het ontworpen besluit in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

⁸ *Parl.St.* Kamer 2007-08, nr. 474/6, 24.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
de Dames	A. WEYEMBERGH,	assessor van de afdeling Wetgeving,
	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd opgesteld door de Heer B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY